

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'Aérodrome  
BP40137  
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 03/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STROH**

26 bis boulevard Caraman  
59220 Denain

Références : V2.2025.091  
Code AIOT : 0007004089

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement STROH implanté 26 bis, boulevard Caraman 59220 Denain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site est réalisée dans le cadre d'une opération CODAF sur plusieurs sites à la recherche de déchets de cuivre issus de vols récents dans la région.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STROH
- 26 bis, boulevard Caraman 59220 Denain
- Code AIOT : 0007004089

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « Les Établissements STROH », située sur la commune de Denain, est autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 1986 pour l'activité de récupération et tri de métaux ferreux et non ferreux.

Cette activité est exercée sur les parcelles cadastrales AK 414, AK 807 et AK 808 d'une superficie totale de 4 148 m<sup>2</sup>.

La collecte des métaux s'effectue auprès des industriels et par apport de particuliers.

La société bénéficie au titre de l'antériorité d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 20 août 1986, arrêté modifié par arrêté préfectoral du 23 janvier 2013 suite à la parution du Décret n°2010-369 modifiant la nomenclature des installations classées.

Aussi, l'activité menée sur le site relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

- 2713 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 sous le régime de l'enregistrement ;

- 2710-1 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets dangereux sous le régime de l'autorisation ;

- 2710-2 Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, Installation de collecte de déchets non-dangereux sous le régime de l'enregistrement ;

- 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses sous le régime de l'autorisation.

Les arrêtés ministériels suivants sont applicables au site :

- Arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Clôture des installations	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Demande d'action corrective	8 jours
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités concernant les aires de transit des déchets qui ne sont pas étanches, ce qui ne permettrait pas le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ces non-conformités font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Clôture des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La clôture des installations a été découpée à un endroit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réparer sa clôture dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 jours</p>

## N° 2 : Rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29</p>			
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rétentions</p>			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Stockage rétention.</p> <p>[...]III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table border="1"> <tr> <td>Matières en suspension totales</td> <td>100 mg/l</td> </tr> </table>		Matières en suspension totales	100 mg/l
Matières en suspension totales	100 mg/l		

DBO5 (sur effluent non décanté)	100 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10mg/l

### Constats :

L'installation reçoit notamment les déchets suivants :

- des déchets métalliques en mélange, principalement des câbles électriques stockés en benne, diverses des pièces métalliques entreposées soit en benne, soit dans des espaces séparés sur le terrain naturel,
- des batteries usagées stockées en benne ou dans des caisses en plastique empilées,
- des parties de véhicules : des moteurs stockés dans une benne spécifique qui n'a pas pu être ouverte lors de la visite et des boîtes de vitesse...

D'autres types de déchets sont également présents en moindre quantité : DEEE (surtout des trottinettes électriques) entreposées à part dans des racks grillagés, des déchets non dangereux ainsi que des poteaux électriques en bois créosotés entreposés sur le terrain naturel également.

Les sols où sont déposés les déchets ne sont pas étanches de manière continue et les espaces de terrain naturel présentent des traces de pollution type hydrocarbures, notamment entre les bennes et à proximité des alvéoles.

A noter que le site a déjà fait l'objet d'investigations similaires en 2011 qui concluaient à une pollution superficielle des sols, à la suite desquelles l'exploitant n'a procédé à la mise en place d'aucune action corrective visant à limiter la pollution des terrains.

Par ailleurs, cette absence d'étanchéité des espaces de dépôts et transit signifie qu'en cas d'incendie, aucun dispositif ne permet de confiner les eaux d'extinction sur le site qui rejoindront le milieu naturel, entraînant des risques supplémentaires de pollution du milieu naturel.

### Avis de l'inspection :

**Ces 2 non-conformités rendent nécessaires la mise en place d'actions correctives et font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure au préfet du Nord.**

Pour information de l'exploitant, à compter du 1er janvier 2026, le stockage des batteries devra être mis en conformité avec les dispositions de l'article 6 - VI de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre

de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui dispose :"

« VI. Entreposage des batteries.

*Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.*

*Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.*

»

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place les actions correctives suivantes :

- rendre étanches les zones du site qui reçoivent des déchets après décapage des sols pollués et évacuation de ces terres vers une filière agréée afin d'éviter les pollutions des sols,
- mettre en place un dispositif permettant de confiner les eaux d'extinction du site.

Le respect de ces dispositions fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet du Nord.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois